

ROBIN, Martin, *Canadian Provincial Politics. The Party Systems of the Ten Provinces*. Scarborough, Prentice-Hall, 1972. 318 p. \$4.95.

Marcel Caya

Volume 27, numéro 1, juin 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303252ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303252ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Caya, M. (1973). Compte rendu de [ROBIN, Martin, *Canadian Provincial Politics. The Party Systems of the Ten Provinces*. Scarborough, Prentice-Hall, 1972. 318 p. \$4.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 27(1), 114–115.
<https://doi.org/10.7202/303252ar>

ROBIN, Martin, *Canadian Provincial Politics. The Party Systems of the Ten Provinces*. Scarborough, Prentice-Hall, 1972. 318 p. \$4.95.

L'historiographie canadienne en général est peu habituée à des études traitant exclusivement de politique provinciale. A l'exception de la collection *Canada and its Provinces* parue au début du siècle et de quelques volumes de la *Canadian Government Series*, l'étudiant ne pouvait jusqu'à présent chercher qu'avec peine à reconstituer l'histoire de la politique provinciale canadienne à l'extérieur du Québec. C'est avec beaucoup de succès que Martin Robin a réussi à nous présenter, dans *Canadian Provincial Politics*, un survol de la politique canadienne au niveau de ses dix provinces. Il ne manque qu'une étude des Territoires du Nord-Ouest.

Sous forme de dix articles signés par des spécialistes différents des sciences politiques, le volume retrace les principales étapes de l'histoire constitutionnelle et politique de chacune des provinces et s'attache plus particulièrement, dans la plupart de ses articles, à distinguer la clientèle spéciale recrutée par chacun des partis provinciaux. Sans discuter explicitement du problème, le volume constitue, jusqu'à un certain point, une remise en question radicale du concept de bi-partisme, utilisé presque exclusivement, jusqu'ici, dans la plupart des analyses de la politique canadienne de pair avec le concept-modèle du parti-courtier dont la fonction est de trouver le plus petit dénominateur commun existant dans l'électorat afin d'augmenter ses chances d'obtenir une majorité définie sur le ou les partis concurrents. L'histoire provinciale de la domination de parti unique aussi bien que de l'existence de systèmes à trois partis est tout aussi canadienne que l'histoire d'un gouvernement fédéral dominé par le seul parti libéral au cours de la plus grande partie du XX^e siècle. Tout aussi implicitement, le volume remet en question certaines de nos notions sur les tiers-partis que l'on identifie le plus souvent à des partis de protestation. L'analyse traditionnelle peut peut-être encore se vérifier au cours d'études portant exclusivement sur les années 1930, au moment où la plupart de ces partis se sont formés, mais peut-on encore justement refuser de reviser notre analyse quarante ans après leur fondation, après surtout qu'à un moment ou l'autre de leur histoire, un de ces soi-disant tiers-partis a bénéficié de l'expérience du pouvoir dans toutes les provinces à l'exception des Maritimes. Le Canada que nous présente *Canadian Provincial Politics* est l'image d'un groupe de provinces dont l'expérience politique est profondément variée pour ne pas dire radicalement différente l'une de l'autre. Il est regrettable qu'une discussion plus détaillée de chacun des articles de l'ouvrage, quoique intéressante, dépasse le cadre de ce compte rendu.

Les mérites d'un tel volume sont grands. On ne peut toutefois s'empêcher d'y regretter l'absence d'une conclusion qui aurait permis de souligner quelques points de similitude dans l'histoire de chaque province. Ces faits ressortent mal du volume dans sa forme actuelle; pour ne citer qu'un exemple, on aurait pu présenter quelques hypothèses sur l'ère de réforme inaugurée dans quelques provinces aux alentours de 1956-1966, notamment

au Manitoba avec l'arrivée du gouvernement Roblin (cf. 99), période qui correspond jusqu'à un certain point à l'ère dite de révolution tranquille au Québec dont les débuts sont généralement attribués à l'arrivée du gouvernement Lesage, mais que Vincent Lemieux fait remonter aux années 1950 (cf. 285). Une telle conclusion aurait pu, de plus, mettre en évidence les points forts de chacun des articles et, peut-être, également suggérer de possibles orientations de recherches en histoire comparée des provinces.

D'autre part, ce survol de la politique provinciale constitue, jusqu'à un certain point, un témoignage frappant des carences de l'histoire politique canadienne des dernières décennies qui, en privilégiant à outrance le genre biographique, s'est surtout attachée à nous faire connaître les politiciens-vedettes, au détriment de l'étude — certes plus ardue et fertile en controverses — du comportement électoral de la population en général. On peut ainsi expliquer le fait que, dans la plupart des articles du volume, la partie concernant la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e ne fasse figure que d'arrière-plan historique traité de manière superficielle en contraste frappant avec l'érudition démontrée dans la description de périodes plus contemporaines de l'histoire des provinces. On ne peut certes expliquer ce préjugé du volume par le seul fait que ses auteurs en aient été exclusivement des politicologues généralement plus préoccupés par l'étude du présent que par celle du passé.

Cet ouvrage demeurera, toutefois, pour plusieurs années à venir, unique en son genre autant par la compétence démontrée par la plupart de ses auteurs que par le point de vue original qu'il fait ressortir. En plus de constituer un manuel de classe excellent en sciences politiques aussi bien qu'en histoire, il constitue un ouvrage de référence indispensable en histoire québécoise et canadienne. A quand une traduction ? A quand des études plus approfondies ?

Toronto

MARCEL CAYA